

## De plus en plus sexy, *Linky* ?

Des hauts fonctionnaires ont réalisé, à la demande de Ségolène Royal, un rapport sur le déploiement du *Linky*. Ces "experts" épousent la position de l'État et d'Enedis-ErDF, poussant la logique marketing jusqu'au ridicule.



Le refus du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) de rendre public son rapport sur le déploiement du compteur *Linky* avait de quoi piquer la curiosité.

Qu'avait-il donc de si important à cacher, pour que [l'association d'électrosensibles Priartem](#) soit contrainte de faire appel à la CADA<sup>1</sup> afin d'obtenir le document, finalement publié fin avril ? Rien ne méritait vraiment un tel mystère autour de ce rapport, au contraire : sa lecture offre tout juste une bonne occasion de rigoler, comme nous allons le voir.

Pour le reste, les deux ingénieurs des Ponts mandatés par la ministre de l'Environnement<sup>2</sup> ne font pas dans l'originalité. Comme chacun pouvait s'y attendre, ils vont totalement dans le sens d'Enedis-ErDF et de l'État en expliquant, tout au long des [88 pages de leur rapport](#), que les opposants se trompent, qu'ils n'ont aucune raison valable de refuser le compteur et que toute cette fronde est principalement due à une mauvaise communication de l'opérateur. Bref, des technocrates ont été appelés à la rescousse pour corriger les erreurs d'autres technocrates, et leur conclusion est que la recette de leurs homologues était la bonne. Par conséquent, ils estiment suffisant de servir aux opposants une seconde ration de soupe, afin que ces derniers accueillent enfin le *Linky* à bras ouverts.

### Pas d'opinion sur les questions sensibles

Aucun des arguments des opposants n'est donc réellement pris en compte. Y a-t-il un doute sur l'innocuité du dispositif ? Aucun, selon les rapporteurs, qui

*"considèrent que la question sanitaire ne constitue pas une difficulté susceptible de remettre en cause le programme Linky".*

<sup>1</sup> Commission d'accès aux documents administratifs.

<sup>2</sup> Signalons au passage que Ségolène Royal a envoyé le 21 avril [une lettre au patron d'ErDF-Enedis](#). Après lecture du rapport, et quelques jours seulement avant de quitter le gouvernement, la ministre affirme notamment son opposition aux poses forcées de l'opérateur : "Le déploiement du compteur *Linky* ne doit en aucun cas être une contrainte imposée aux usagers et je vous demande de faire cesser ces pratiques qui contredisent ma volonté de faire adhérer l'ensemble des Français à la transition énergétique de manière positive et participative".

Ils évoquent l'électro-sensibilité au détour d'une phrase, mais s'empressent d'estimer qu'il ne leur appartient pas *"de prendre position dans le débat scientifique en cours"*.

Évidemment, ne pas prendre position, en l'espèce, c'est faire comme si le problème n'existait pas, et non appliquer un principe de précaution.

Dans le même temps, ils émettent pourtant l'idée, pour les très petites habitations type chambre d'étudiant ou pour les vieilles maisons où le compteur est parfois installé dans la cuisine, d'offrir à l'occupant la possibilité (payante) de le changer d'emplacement. Car, notent-ils,

*"certes les niveaux d'émission du compteur Linky sont faibles, mais, cependant, légèrement supérieurs au compteur traditionnel en ce qui concerne les émissions de champs magnétiques"*.

Et quand ondes et champs posent un trop sérieux problème, on les oublie... Ainsi, pour séduire le citoyen – ou plutôt le consommateur –, ils encouragent *Enedis-ErDF* à renforcer l'offre d'Émetteur Radio Linky (ERL), ce petit boîtier qui lui permet de suivre sa consommation électrique en direct. Cet équipement communique avec le compteur via des ondes GSM dont la dangerosité, au moins dans le cas d'une exposition prolongée, est désormais établie. Mais ça, les rapporteurs ne le mentionnent pas. Chaque chapitre de leur document doit se lire indépendamment des autres...

## Des observateurs-autruches

À chaque fois qu'ils semblent *"entrevoir"* un problème lié à l'opération, ils ne ressentent nul besoin de développer ou d'y apporter une quelconque réponse. La plupart du temps, ces observateurs-autruches s'en tiennent donc aux données *"officielles"* pour continuer à soutenir le projet.

Prenons l'exemple des emplois. *Enedis-ErDF* assure que l'opération en créera 10 000. Chiffre très contestable puisque *Linky* détruira en réalité plus d'emplois qu'il n'en créera, notamment une fois que tous les compteurs auront été remplacés<sup>3</sup>. Nos experts, eux, relaient ce chiffre de 10 000 créations, sans chercher à l'analyser. Ils notent tout de même que

*"les aspects relatifs aux emplois apparaissent comme une vraie question à gérer lors de la fin de l'opération"*.

Mais ils ne développent pas : on verra plus tard. La casse sociale explique pourtant en partie la gronde, notamment de certaines communes qui la mettent en tête de leur argumentaire contre *Linky*.

Les experts ne leur répondent pas, et s'entêtent même dans leur surdité en recommandant à l'État d'envoyer une circulaire à tous les préfets pour qu'ils attaquent systématiquement les délibérations prises contre *Linky*. Il s'agit selon eux de

*"ne pas permettre que des actions communales infondées viennent entraver la politique énergétique de l'État"...*

---

<sup>3</sup> Pour l'analyse des emplois créés et détruits, lire *"Sexy, Linky ?"*

L'équilibre du business plan présenté par *Enedis-ErDF* est incertain ? Les rapporteurs évoquent leurs interrogations sans s'attarder, et surtout sans remettre le programme en question.

Les informations personnelles recueillies ? Ils font confiance à la *Cnil*.

Quant aux grandes questions qui se posent sur la pertinence globale de ce programme, elles sont tout bonnement éludées.

Si, comme l'affirme *Enedis-ErDF*, l'objectif est d'œuvrer en faveur de la transition énergétique, n'y avait-il pas une façon plus efficace de dépenser 5 milliards d'euros ? Ne se prononcent pas.

## Relooking

En revanche, les rapporteurs n'hésitent pas à partager leurs idées destinées à mieux faire accepter ce vaste programme industriel. La plupart de leurs 13 recommandations portent sur la communication entourant le déploiement. S'ils pouvaient prouver que ce grand projet inutile et imposé était d'intérêt général, les fonctionnaires du *CGEDD* ne s'en seraient sans doute pas privés.

Mais il est frappant de constater qu'ils en appellent à des méthodes purement marketing pour faire taire les grincheux.

On exagère ?

Jugez plutôt. Selon eux, *Enedis-ErDF* devrait par exemple faire

*"appel à des sociétés de communication et de marketing, et particulièrement en travaillant avec des sociétés de conseil en gestion de crise, ces sociétés étant habituées aux communications comportant un aspect sanitaire".*

Et puis, nous y voilà, leur grande enquête a conduit nos experts à écrire cette remarque hautement pertinente :

*"le compteur est aujourd'hui de couleur jaune-vert assez voyante".*

Dans la plupart des cas, cela ne porte pas à conséquence puisque le compteur n'est pas visible, analysent-ils.

Mais les têtes pensantes de l'État pensent à tout, y compris à la déco intérieure de nos logements. Ainsi,

*"le cas des installations dans l'habitation pourrait mériter plus d'attention, pour une meilleure insertion".*

Et de préciser leur pensée :

*"Les rapporteurs suggèrent d'étudier la possibilité de disposer de capots offrant plusieurs coloris plus neutres : blanc crème, comme les compteurs électroniques actuels, gris, bruns."*

C'est vrai qu'un *Linky* gris, ce serait follement sexy !